TRADE Solutions BNP PARIBAS

NORVEGE : LES INVESTISSEMENTS

Dans cette page : Les IDE en chiffres | Pourquoi choisir d'investir en Norvege | La protection des investisseurs étrangers | Les procédures relatives à l'investissement étranger | Les terrains et les immeubles | L'aide à l'investissement | Les opportunités d'investissement | Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres | Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les IDE en chiffres

Les IDE en Norvège ont fortement chuté ces dernières années : selon le World Investment Report 2023 de la CNUCED, les flux d'IDE se sont élevés à 28,9 milliards d'USD en 2022, contre 9,1 milliards d'USD un an plus tôt. En 2022, le stock d'IDE a atteint 145,5 milliards d'USD. Malgré la situation économique incertaine, la Norvège reste un investisseur majeur à l'étranger, avec un stock total d'IDE sortants de 188 milliards USD. Les dernières données de Statistics Norway montrent que les principaux secteurs en termes d'IDE entrants sont les services financiers et d'assurance (17,5 %), le commerce de gros et de détail (116 %), l'industrie manufacturière (11,4 %), l'information et la communication (10,1 %) et l'immobilier (9,3 %). En termes de pays investisseur ultime, les États-Unis arrivent en tête avec 16,7 % du stock total, suivis par la Suède (13,3 %), la Finlande (8,2 %), le Royaume-Uni (7,8 %) et l'Italie (5,7 % - Statistics Norway). La baisse du prix des hydrocarbures a entraîné une diminution des investissements dans les compagnies pétrolières norvégiennes au cours des dernières années. Cependant, la tendance s'est inversée en raison du conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine et des conséquences qu'il a entraînées sur le marché de l'énergie. L'Association norvégienne du pétrole et du gaz, qui représente Offshore Norway, prévoit des investissements de 240 milliards de couronnes norvégiennes (environ 22,3 milliards de dollars) sur le plateau continental en 2024, soit une augmentation de 9 % par rapport aux chiffres de 2023, tandis que les investissements devraient diminuer progressivement d'ici à 2027. Dernièrement, le fonds de pension du gouvernement norvégien a intensifié ses efforts pour s'orienter vers des investissements durables, par exemple en annonçant le désinvestissement des actifs liés au carbone de ses portefeuilles. Selon les derniers chiffres de l'OCDE, au cours des six premiers mois de 2023, les IDE vers la Norvège ont totalisé 2,4 milliards d'USD, contre un flux de 4 milliards d'USD enregistré au cours de la même période un an plus tôt.

Le gouvernement norvégien a introduit un nouveau régime de filtrage des investissements, permettant aux autorités norvégiennes d'enquêter et de bloquer les IDE pour des raisons de sécurité nationale, de stabilité financière et d'autonomie. Cette décision s'applique aux investissements de l'UE et des pays tiers. La Norvège compte environ 8 363 entreprises à capitaux étrangers (Département d'État américain). Si le pays dispose d'un petit marché intérieur, il possède plusieurs atouts, tels que sa situation géographique dans une région fertile, ses liens privilégiés avec les États-Unis, sa population qualifiée et multilingue, une économie moderne et de riches ressources énergétiques. Le climat des affaires est particulièrement favorable en Norvège. Le pays occupe la 14e place sur 82 nations dans le classement de l'Economist Business Environment. Elle occupe également la 8e place sur 133 dans l'indice de perception de la corruption 2023. En outre, la Norvège se classe au 19e rang parmi les 132 économies de l'indice mondial de l'innovation 2023 et au 10e rang sur 184 pays de l'indice de liberté économique 2023.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants *(millions USD)*	-8.229	1.749	-3.436
Stocks d'IDE *(millions USD)*	167.096	211.593	145.513
Nombre d'investissements greenfield*	52	46	49
Value of Greenfield Investments (million USD)	1.210	1.663	2.214

Source : UNCTAD, Dernières données disponibles.

*Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.*

LES STOCKS D'IDE PAR PAYS ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les pays investisseurs	2019, en %
Suède	24,0
États-Unis	9,0
Pays-Bas	9,0
Luxembourg	8,0
Danemark	7,0
Royaume Uni	6,0
Finland	5,0
Allemagne	4,0
France	3,0

Les secteurs investis	2019, en %
Extraction pétrolière et mines	20,0
Secteur manufacturier	12,0

Les secteurs investis	2019, en %
Activités bancaires et assurances	9,0
Vente en gros et distribution	9,0
Immobilier	7,0
Transport et stockage	7,0

Source : Statistiques de l'OCDE, Dernières données disponibles.

Les formes de sociétés préférées par les investisseurs	Les investisseurs étrangers peuvent opérer en passant par des succursales ou des entités séparées. Les sociétés à responsabilité limitée (publiques et privées) et les partenariats peuvent aussi être utilisés.
Les formes d'établissements préférés par les investisseurs	La forme la plus commune pour faire des affaires en tant qu'investisseur étranger en Norvège est une succursale ou une filiale instituée.
Les principaux investisseurs	ExxonMobil, Royal Dutch Shell, BP Amoco, Total, ConocoPhillips, Chevron, Marathon, Halliburton, General Electric.
Les sources statistiques	Statistics Norway

Pourquoi choisir d'investir en Norvege

Les points forts

- La Norvège dispose d'une économie très forte et des perspectives d'évolution encourageantes.
- Le secteur à forte valeur ajoutée des technologies de l'information et de la communication y est, par exemple, très bien développé.
- Le secteur public est bien organisé (autour d'un fonds souverain excédentaire et pouvant intervenir à tout moment dans l'économie) et le pays possède des infrastructures de grande qualité.
- La main-d'œuvre est très qualifiée, polyglotte et dispose de l'un des pouvoirs d'achat parmi les plus élevés au monde.
- Comme peut en attester sa huitième place au classement de la Banque mondiale des pays où il est le plus aisé de faire des affaires (Doing Business Norway), l'environnement des affaires en Norvège est très positif et stable.
- Les secteurs bancaire et financier de même que le cadre fiscal et légal sont par ailleurs très robustes.
- Enfin, l'environnement politique du pays est démocratique, sain et transparent.

Les points faibles

- L'économie de la Norvège n'est globalement pas très diversifiée et est par conséquent très dépendante du prix du pétrole, et le pays a déjà dépassé le pic de sa production (même si de nouveaux gisements ont été découverts).
- Comme toute économie ouverte à l'international, elle est également très vulnérable face à la situation économique de ses principaux partenaires économiques et l'impact de la sortie du Royaume-Uni (premier marché à l'export de la Norvège) sur son économie est encore difficile à prévoir.
- Du fait de l'isolement géographique de certaines régions du pays, les dépenses dans les domaines des infrastructures de transport, de logistique et de télécommunication sont très élevées.
- Enfin, le pays a mis en place des lois relativement strictes dans le domaine de l'emploi accentuant les coûts salariaux extrêmement élevés pratiqués dans le pays.

Les mesures mises en place par le gouvernement

Le gouvernement conserve une position ouverte vis-à-vis des IDE en Norvège. La Norvège n'offre pas d'avantages fiscaux significatifs pour les investisseurs (qu'ils soient étrangers ou norvégiens) mais certains avantages, comme des cotisations plus faibles pour la sécurité sociale, des taux de fiscalité plus bas et des déductions supplémentaires pour les individus s'appliquent pour les investissements réalisés dans les zones les moins peuplées du nord de la Norvège. Certaines règlementations existantes, normes et pratiques, pourront légèrement favoriser les investisseurs norvégiens, scandinaves et ceux de la Zone économique européenne.
Pour plus d'informations vous pouvez vous rendre sur la page Innovation Norway, l'agence gouvernementale dont le but est d'aider les entreprises à offrir des financements en passant par les Contrats pour le développement industriel et de la recherche en Norvège.

Des restrictions spéciales existent cependant en Norvège et s'appliquent dans les secteurs suivants :

- Acquisition de chutes d'eau, de droits pour l'alimentation électrique et les mines ;
- Acquisition de terres, de biens immobiliers et de baux sur le long terme ;
- Acquisition de terres cultivables et de forêts ;
- Achat de plus de 10 % du capital social d'une institution financière norvégienne ;

- Investissements directs dans les explorations et les exploitations de pétrole qui sont soumises à une licence du gouvernement.

Le 1er janvier 2019, une nouvelle loi sur la sécurité nationale est entrée en vigueur. Elle fournit la base juridique permettant au gouvernement de mieux évaluer les investissements étrangers. Les entreprises 'Cibles' sont tenues d'informer le ministère compétent auprès duquel elles sont réglementées.

La protection des investisseurs étrangers

Les conventions bilatérales d'investissement signées par la Norvege	La Norvège a signé des traités d'investissement bilatéral avec plusieurs pays. Vous pourrez en trouver la liste ici.
Les controverses enregistrées auprès de la CNUCED	Le Navigateur ISDS contient des informations sur les cas d'arbitrage international connus, engagés par des investisseurs contre des États en vertu d'accords internationaux d'investissement. La Norvège est impliquée dans 5 affaires en tant qu'État d'origine du demandeur et dans 1 affaire en tant qu'État défendeur.
Les organismes offrant leur assistance en cas de désaccord	ICCWBO , Cour internationale d'arbitrage, Chambre de commerce internationale ICSID , Centre international pour le règlement des disputes d'investissement
Membre de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)	La Norvège est signataire de la Convention de la MIGA.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Norvege	OCDE	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	6,5	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	5,0	5,3	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	8,0	7,3	9,0	5,0

Source : The World Bank - Doing Business, Dernières données disponibles.

Les procédures relatives à l'investissement étranger

La liberté d'établissement	Garantie.
La réglementation concernant les prises de participation	Une participation majoritaire d'une société étrangère dans une société norvégienne est légale et ne nécessite aucune notification d'autorisation d'une agence gouvernementale. Toutefois, dans certains secteurs régissant des intérêts nationaux vitaux, tels que le secteur de l'électricité et de l'énergie (y compris le pétrole, le gaz et l'hydroélectricité) et le secteur financier (y compris les institutions financières, de crédit et d'assurance), certaines limitations de la propriété et des opérations commerciales s'appliquent.
Les obligations de déclaration	Il n'existe aucun texte spécifique de lois qui règlementent les investissements étrangers mais certains secteurs sont régulés par des lois spécifiques, gérées par les ministères en charge de ces secteurs.
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	Ministère des finances Ministère du commerce et de l'industrie et de la pêche Autorité de la concurrence
Demande d'autorisation spécifique	Les entreprises doivent obtenir une concession pour acquérir des droits de propriété ou d'utilisation de divers types de biens immobiliers, y compris les forêts, les mines, les terres labourées et les chutes d'eau. Le Petroleum Act de novembre 1996 (qui remplace le Petroleum Act de 1985) établit que les investissements directs dans la prospection et l'exploitation pétrolières sont soumis à une licence gouvernementale. La propriété des médias est réglementée par la loi sur la propriété des médias de 1997 et par l'Autorité norvégienne des médias. Aucune partie individuelle, nationale ou étrangère, ne peut contrôler plus d'un tiers des marchés nationaux des journaux, de la radio et/ou de la télévision sans une concession. L'autorisation de l'Autorité de surveillance financière est requise pour les acquisitions d'institutions financières norvégiennes qui dépassent un seuil défini.

Les terrains et les immeubles

Les solutions temporaires	Les sociétés étrangères n'ont pas besoin de demander une concession pour louer un bien immobilier (établissement commercial, espace de bureau) si la période de location est de moins de 10 ans.
La possibilité d'acheter un terrain ou un bâtiment industriel ou commercial	En général, il est possible pour les investisseurs étrangers de posséder des biens immobiliers, bien que ce droit soit restreint pour certains biens immobiliers. L'acquisition de biens immobiliers et de terrains est soumise à la Législation sur les concessions. Ces règlementations s'appliquent à l'achat de biens immobiliers ou à des sociétés qui détiennent des biens immobiliers (ou bail à long terme).
Les risques d'appropriation	Il n'y a eu aucun cas d'expropriation suspecte. L'expropriation est gouvernée par la Législation foncière. Les prélèvements de biens par l'État sont généralement limités à une condamnation non discriminatoire des terres et des biens à des fins publiques.

L'aide à l'investissement

Les formes d'aide	Il n'y a aucune aide significative à l'investissement. Le régime norvégien d'incitation fiscale à la recherche et au développement (R&D) SkatteFUNN est un programme gouvernemental conçu pour stimuler la R&D dans le commerce et l'industrie norvégiens.
Les domaines privilégiés	Il existe des incitations à la mise en œuvre de l'énergie et des technologies vertes, ainsi qu'un soutien public et des incitations fiscales pour les investissements en R&D.
Les zones géographiques privilégiés	Fiscalité minimale dans l'archipel Svalbard et paiements plus faibles pour la sécurité sociale, taux d'impôt plus bas et déductions supplémentaires dans les zones moins peuplées du nord de la Norvège. L'économie du Svalbard est dominée par l'exploitation du charbon, le tourisme et la recherche.
Les zones franches	Aucune.
Organismes d'aides publiques et de financement	La Banque nordique d'investissement, le fonds industriel nordique, la Coopération financière pour l'environnement nordique. Vous trouverez plus d'informations sur Bedin.no sous le sujet "Financement".

Consultez French Desk pour trouver les banques et les sociétés d'assurances prêtes à vous accompagner en Norvege.

Les opportunités d'investissement

Les secteurs économiques clés	Les meilleures opportunités d'affaires sont les biens de consommation, les technologies de l'information et de la communication, la construction et les services pour les entreprises, le pétrole et le gaz, la transformation alimentaire, l'industrie marine, la pêche, la construction navale, l'ingénierie mécanique et des métaux.
Les secteurs à fort potentiel	Équipements/machineries et services pour champs de gaz naturel, télécommunications, équipement naval et maritime, énergies renouvelables, technologies de l'environnement, équipement et fournitures médicales, équipement sécuritaire, infrastructures de transports (réseau routier, réseau ferré et transports urbains), centres de données, technologie des batteries, sciences de la vie, technologie des océans, numérisation, tourisme.
Les programmes de privatisation	La Norvège n’a actuellement aucun plan de privatisation d’entreprises publiques.
Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Doffin, Appels d'offres publics Tenders Info, Appels d'offres en Norvège Ted - Marchés publics européens, Opportunités d'affaires dans l'UE 28 DgMarket, Appels d'offres dans le monde

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs	Services postaux, chemins de fer, production nationale et vente de détail de l'alcool.

monopolistiques

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement	Investir en Norvège (Innovation Norway) Débuter et gérer une affaire en Norvège
Les autres ressources utiles	Chambre de Commerce d'Oslo Kvasir (moteur de recherche d'entreprises, en norvégien) Nortrade - Portail commercial officiel norvégien
Les guides de l'investisseur	Altinn - Portail norvégien pour dialogue électronique entre les entreprises et les agences gouvernementales (en anglais) Guide des affaires en Norvège - UHY (en anglais)

Consultez French Desk pour trouver les agences de développement économique prêtes à vous accompagner en Norvege.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024